

Dérives séparatistes: le Val-d'Oise inquiète les autorités

écrit par Antiislam | 19 août 2020



Du Figaro :

Dérives séparatistes: le Val-d'Oise inquiète les autorités

RÉCIT – La situation dans ce département de la grande couronne parisienne, notamment à Goussainville, Garges-lès-Gonesse, et Argenteuil, préoccupe le ministère de l'Intérieur.

Par Jean Chichizola

Le Val-d'Oise, laboratoire du séparatisme islamiste?

La formule se veut provocatrice, mais la situation dans ce département de la grande couronne parisienne préoccupe le

ministère de l'Intérieur depuis plusieurs années.

Et ce pour deux raisons.

La première tient à l'apparition de candidats et de listes communautaristes ou soutenus par des communautaristes aux yeux des autorités.

À ce titre, Goussainville, Garges-lès-Gonesse ou Argenteuil ont défrayé la chronique, et une vive polémique entre deux listes «classiques» a marqué la campagne électorale à Sarcelles.

Toutes les personnes visées rejettent ces accusations et se proclament fidèles à la République et à ses valeurs. Mais les questions demeurent.

NDLR : Ah, ah , les rois de la takkya !

Élu maire de Goussainville au deuxième tour avec 38,58 % des voix (et une participation de 46,21 %), **Abdelaziz Hamida**, présenté comme «*compétent et actif*» par l'un de ses adversaires locaux, a eu des contacts avec le Tabligh, mouvement fondamentaliste qui, ces dernières décennies, a joué un grand rôle dans la «réislamisation» de jeunes musulmans en France.

Il a été également fiché S pour avoir été en contact avec des radicalisés, mais n'est plus fiché aujourd'hui.

Il est au passage proche d'un ex-référent d'En marche!

Pendant la campagne présidentielle, évincé après la révélation d'anciens messages sur les réseaux sociaux (anti-*Charlie* et en lien avec le Collectif contre l'islamophobie en France), mais soutenu à l'époque par le candidat Emmanuel Macron.

«Guerre intérieure»

Non loin de là, à Garges-lès-Gonesse, **Samy Debah** devra encore attendre avant de s'installer dans le fauteuil de maire.

Mais la situation lui est plutôt favorable.

Il a été battu de 127 voix (49,16 % contre 50,84 %), avec une participation de 42,75 %, et il a déposé un recours.

Battu aux législatives de 2017, il avait toutefois obtenu 55,67 % des voix dans sa ville au second tour.

Comme Hamida, Debah se veut un candidat classique.

Lui aussi a toutefois été en contact étroit avec le Tabligh.

Il est surtout le fondateur et ex-président du Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF), connu pour sa dénonciation des lois «islamophobes» sur le voile et le niqab de 2004 et de 2010 et pour ses critiques des caricatures de Mahomet et de la «ligne éditoriale islamophobe» de *Charlie Hebdo*.

En février 2020, le candidat Debah avait eu une formule révélatrice: *«C'est (le) recul de l'État et des services publics qui font que les communautés s'auto-organisent.»*

NDLR2: Là, on lui donne raison : pour l'émergence d'un Etat fort qui brise les reins de l'islamisation de notre France.

À Argenteuil, où le maire LR Georges Mothron, engagé contre la radicalisation, a été réélu, c'est l'opposition municipale qui crée la polémique avec l'entrée au conseil d'**Omar Slaouti** (14,88 % pour sa liste «Argenteuil tous ensemble»).

Initiateur de la tribune et de la manifestation contre l'islamophobie de novembre 2019, son engagement à l'extrême gauche va de pair avec la dénonciation de la loi sur le voile «*liberticide*».

NDLR3: Slaouti est un militant important du NPA de Besancenot.

Ainsi que d'un «véritable arsenal de guerre intérieure – état d'urgence, des milliers de perquisitions dans les familles, les commerces, les associations et les lieux de culte musulmans, des centaines d'assignations à résidence», arsenal déployé «à des fins d'intimidation de la communauté musulmane et des organisations qui travaillent à la défense de ses intérêts».

Une vision particulière de la lutte contre la radicalisation et le terrorisme dans un pays qui a connu 10 attentats et 32 attentats déjoués depuis 2017, et pleuré 266 victimes du terrorisme islamiste depuis 2012.

Radicalisation dans les quartiers

À Sarcelles, enfin, les deux candidats, Patrick Haddad, le vainqueur, et François Pupponi, le vaincu et ancien maire, se sont affrontés sur la question du soutien de la Confédération islamique **Milli Görüs** (CIMG, membre du CFCM), conservatrice et fondée par le mentor du président turc Erdogan, qui fut l'un de ses membres.

Pupponi a accusé son rival d'avoir promis une mosquée aux partisans de cette association très active, alors que lui y avait renoncé après avoir été alerté par les communautés kurdes et chaldéennes locales.

Il dénonce en Milli Görüs une organisation nationaliste pro-Erdogan. Haddad, soutenu effectivement par l'organisation, explique avoir été obligé d'honorer un engagement pris par son prédécesseur et se refuse à se prononcer sur la CIMG.

Ces interrogations sur la situation dans le Val-d'Oise sont d'autant plus dérangeantes que le département connaît, au-delà de ces questions politiques sur le communautarisme, de réels

problèmes de radicalisation. 220 individus y sont suivis par les services de renseignement. Un ancien préfet reconnaissait fin 2019 que le problème se posait notamment à Argenteuil et dans deux autres communes, dont Montmagny

Mais aussi dans «*beaucoup de villes du département*». À Argenteuil a été mis en place dès 2018 un des quinze plans de lutte contre la radicalisation dans les quartiers annoncés par Emmanuel Macron: 36 établissements et structures proches des islamistes ont été fermés, ainsi que 2 cafés-restaurants et une structure sportive. Les services de l'État ont récupéré 1,2 million d'allocations familiales et 8,8 millions de redressements Urssaf.

Et 200.000 euros y seront dépensés pour des actions de prévention.

<https://www.lefigaro.fr/actualite-france/le-val-d-oise-laboratoire-du-separatisme-islamiste-20200816>

Il n'y a pas deux solutions pour résoudre cette islamisation, gravissime qui ronge notre France.

Mais UNE seule !

Qui demande un peu de fermeté.

Le renvoi au bled, en passant, éventuellement, par la case déchéance.

Le crime est constitué : intelligence avec une puissance étrangère hostile, la Oumma islamique transnationale.

C'est le seul châtiment que craignent ces crapules : appliquons le leur sans barguigner, sinon c'est la fin de France.

Bien sûr ne comptons pas sur l'archi-collabo Macron pour cela !